

L'économie guadeloupéenne en 2013 : aussi médiocre qu'en 2012

O.F.

Jeudi 26 juin 2014



Vendredi, c'est dans les locaux de l'Insee à Basse-Terre que le bilan économique 2013 de la Guadeloupe a été présenté.

Morose, atone, essoufflée, etc. Les qualificatifs ne manquent pas pour décrire la situation économique de la Guadeloupe en 2013. C'est ce qui ressort des études respectives publiées par l'Insee et l'Iedom (1) et présentées vendredi.

LA GUADELOUPE VA MAL



Le chômage progresse

La situation du marché du travail est mauvaise, on le sait. Les chiffres de 2013 le confirment : l'emploi salarié est en chute de 3,5%, en particulier dans l'hébergement et la restauration (-7,7%) tandis que le chômage progresse (3%). Résultat : la précarité s'accroît. Le nombre d'allocataires du RSA (revenu de solidarité active) a, par exemple, augmenté de 8 %.

Les créations de logements en recul

Par ailleurs, les créations d'entreprises ont poursuivi leur chute (-12% contre 10% en 2012), ce qui est l'un des pires résultats, avec la Guyane, au niveau national. L'engouement pour le statut d'auto-entrepreneur semble s'être dissipé.

En 2013, l'adage qui veut que quand le bâtiment va, tout va, se voit confirmé. Les constructions de logements sont en recul de 8%, de même que l'emploi dans le secteur (-7%). Ce qui peut sembler contradictoire avec la hausse du crédit de l'habitat. En réalité, celle-ci est surtout orientée vers l'achat et la rénovation de logements anciens.

Les ménages attentistes

Par ailleurs, la consommation des ménages est en berne. Elle a enregistré une baisse marquée, qu'il s'agisse des importations de produits agroalimentaires (-5%), des biens d'équipement du foyer (-10%) et des véhicules (-5%). Logiquement, les crédits à la consommation sont au point mort (-0,1%) alors qu'ils progressaient encore de 4% en 2011.

DES RAISONS D'ESPÉRER, ENCORE QUE...



2009, un vieux souvenir

« La Guadeloupe a enfin comblé le déficit d'activité lié à la crise de 2009. En 2013, elle a retrouvé un volume d'activité identique à celui de 2008 », indique Jean-Éric Place, directeur régional de l'Insee. C'est l'un des rares motifs de satisfaction. Le taux de croissance devrait rester bloqué à 0,6%, comme l'année précédente. Le tourisme résiste

Le tourisme se porte bien, du moins en apparence. Le cap des 2 millions de passagers a été franchi dans le transport aérien, et la fréquentation hôtelière a augmenté de 7 %. Pour autant, il convient de rester mesuré : le nombre de nuitées en légère baisse et les créations d'entreprises dans le secteur ont ralenti de 12%.

Les entreprises investissent... prudemment

Une autre note (relativement) positive : l'investissement des entreprises est reparti à la hausse. Les importations de biens d'équipement ont progressé de 18% après avoir chuté de 11% l'année précédente. « Mais il s'agit plutôt d'un investissement destiné à remplacer le matériel obsolète, plutôt qu'à soutenir une croissance de l'économie », nuance Ali Benhaddouche, chef du service études de l'Insee. À propos du financement toujours, « l'activité bancaire est restée relativement soutenue, mais moins qu'en 2012 », note Jean-Marie Paugam, directeur de l'Iedom Guadeloupe.

Les encours de crédit continuent de progresser (2,9%), « essentiellement orientés vers le long terme, avec les crédits d'investissement pour les entreprises et les crédits d'habitat pour les particuliers ». Mais on reste loin des niveaux atteints les années précédentes et qui étaient de l'ordre de 6 à 7%. « La caractéristique de l'année 2013, c'est l'attentisme » de la part des ménages et des entreprises, conclut Jean-Marie Paugam.

L'inflation maîtrisée

Enfin, l'inflation est en recul par rapport à 2012, en raison de la pression à la baisse sur les prix et la situation de l'emploi qui n'incite pas les salariés à se montrer revendicatifs. Ainsi, elle s'élève à 2% pour les produits alimentaires (contre 3,1% en 2012) et est même nulle pour l'énergie (contre 4,9%).

(1) Insee : Institut de la statistique et des études économiques. Iedom : Institut d'émission des départements d'Outre-mer.

Jean-Marie Paugam, directeur de l'Iedom



Beaucoup d'outils ont été mis en place pour accompagner les entreprises à accéder aux financements par les organisations professionnelles (Medef, CGPME, etc.). Tous s'efforcent de présenter des dossiers lisibles pour les banques et susceptibles d'être finançables.

PERSPECTIVE - Et en 2014 ?

« La fin d'année 2013 s'est révélée positive, après trois trimestres déprimés, indique Jean-Marie Paugam. Un semblant de redressement qui semble déjà s'essouffler au 1er trimestre 2014.

L'indicateur du climat des affaires, construit par l'Iedom à partir d'enquêtes de conjoncture menées auprès d'un échantillon d'entreprises, est reparti à la baisse. Ce qui signifie que les chefs d'entreprise n'ont pas une perception positive de l'avenir.
